

# Le LIBERTAIRE est poursuivi !

A la mairie du 14<sup>e</sup>  
comme à Prague  
les cléricaux se préparent  
à servir leurs nouveaux maîtres

## LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année. — N° 188

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE  
VENDREDI 1<sup>er</sup> JUILLET 1949

Le numéro : 10 francs

D'ABBEVILLE A PRAGUE

## Le double Jeu des Eglises

catholique et stalinienne  
ne doit plus tromper personne

CETTE année, le dialogue entre le passé et l'avenir a revêtu un caractère tragique.

Dominée par les événements internationaux, faussée par les tactiques électorales qui imposent aux Partis dits de « gauche », des alliances contre nature, angoissée par les progrès rapides du catholicisme dit « progressiste », la pensée libre semble buter contre la certitude, paraît incapable de se déterminer, de déterminer l'adversaire, de définir la méthode de combat susceptible de caractériser la lutte contre l'oppression religieuse.

Qui pourrait décrire l'impression de malaise qui pesait sur l'assemblée cléricale réunie à Abbeville, lorsque les dirigeants de la « Libre Pensée » énonçaient, bien timidement et avec un luxe de précautions oratoires excessives à notre avis, la confusion que faisait peser sur les hommes, l'opportunisme des partis dits de « gauche ».

Certes, le matin, Cottereau avait dénoncé le marché de dupes des politiciens s'accommodeant avec un cléricisme portant pour la circonstance le masque social, mais très rapidement et pour sembler-il se faire pardonner par les puissantes organisations communistes cette indépendance, il s'empressa de nous citer, pour nous rassurer, un entrefilet de l'« Humanité » perdu dans la 3<sup>e</sup> page, où il était question de la permanence de la lutte idéologique contre l'Eglise. Nous estimons assez le créateur de la propagande de la « Libre Pensée » pour croire que son texte, qui n'a convaincu personne, l'aura lui-même laissé sceptique.

Il était réservé à Lorulot de faire la démarcation entre les bons (les gâches) et les mauvais (les cléricaux) et de lancer un appel à l'union des premiers contre tous les autres, en émaillant son discours de pointes timides contre des politiciens mal définis.

Tombant sur une assistance mélangée, réagissant à contre-sens, l'imprécision de la phrase semblait encore apporter à la confusion des esprits.

La traditionnelle manifestation, destinée à commémorer le supplice du Chevalier de la Barre, jeune gentilhomme exécuté au XVIII<sup>e</sup> siècle (le siècle des philosophes), pour avoir refusé de se découvrir devant une procession, a revêtu, cette année, une signification particulière.

Tous les ans, sur les lieux mêmes où le crime de l'Eglise fut perpétré, « La Libre Pensée » organise une manifestation destinée, non seulement à rappeler le forfait inspiré par le prêtre et exécuté par l'Autorité, mais encore de fixer les tâches qui incombent aux hommes libres pour protéger l'expression intégrale de la pensée et en sauvegarder ses diversités.

L'inconsistance des thèses officielles défendues par la « Libre Pensée » reste un des signes les plus marquants du désarroi qui règne dans certains milieux d'avant-garde.

La « Libre pensée » a les yeux tournés du côté de Prague où l'Eglise officielle semble « toucher des épaules » et Lorulot soulignait, avec juste raison, que cette Eglise, gros propriétaire terrien,

dans le spirituel, s'apprête à justifier l'oppression stalinienne en échange de garanties matérielles.

Le prêtre sera demain communiste. Il sera rétribué par l'Etat. Il revendra sa camelote au nom du « Socialisme » et il justifiera les camps de concentration, les exactions, par crainte, par cupidité, par calculs, par atavisme.

Et nous voudrions bien comprendre,

par Maurice JOYEUX

est un élément d'exploitation des prolétaires. Mais ce qu'il ne semble pas avoir perçu, c'est que l'Etat tchécoslovaque ne lutte pas contre l'Eglise, mais contre « Une Eglise », celle qui a favorisé les dirigeants à qui il a succédé. Et qu'il mène cette lutte contre les alliés de ses pré-décesseurs en favorisant « une autre Eglise » adorant les mêmes dieux que la première, défendant la même morale mais servant les nouveaux maîtres communistes, comme l'Eglise traditionnelle avait servi le capitalisme. Ce qu'il ne semble pas voir, c'est que cette nouvelle Eglise, qui reconnaît l'autorité du Pape

lorsque Lorulot nous dit : « L'Eglise est la principale force au service de l'oppression, l'Eglise est un élément de lutte contre la liberté — ce qu'il entend par ces mots. Lorsqu'il nous parle du rassemblement de tous les « républicains », quelle valeur donne-t-il à ce terme.

Croit-il que le stakanovisme, l'abbé Boulier (personne ne l'a nommé à Abbeville) les camps de concentration, l'action catholique tchécoslovaque créés par les stalinistes soient des éléments de progrès ou de liberté ? Oublie-t-il qu'à Rome, l'alliance des stalinistes et

des chrétiens a permis la reconquête des accords de Latran ?

On demeure étonné devant tant de « naïveté ». Lorsque préconisant l'union de tous les républicains Lorulot ajoute : « Encore faut-il que les Alliés soient loyaux ! » On demeure confondu.

La loyauté éventuelle des alliés du citoyen Lorulot, on souhaite qu'il n'ait pas à l'expérimenter.

Qu'il ne s'y trompe pas, si une « démocratie populaire » s'installait chez nous il risquerait lui-même de finir branché à un plateau du Cours-la-Reine avec la perspective peut-être réjouissante de voir le curé de la paroisse lui tenir compagnie, mais aussi avec la certitude d'être administré par un prêtre social sous le bras duquel le bréviaire voisinerait avec les œuvres du génial Staline.

P.S. — Tous les libres-penseurs seront d'accord avec moi pour reconnaître que l'on aurait pu terminer cette cérémonie par d'autres accents que ceux de la « Marseillaise ».

## Sac au dos... derrière Bénazet

par Emile VÉRAN  
Secrétaire du Comité de Défense des Objecteurs.

On ne peut laisser condamner indéfiniment un homme pour un même délit. Il n'est pas besoin d'être pour l'objection de conscience, — ni même pour les objecteurs — pour comprendre cela.

Les objecteurs se suscitent tout seuls. César Bugary avait déjà fait 17 mois de prison quand nous avons connu son cas ! Une troisième condamnation vient de le frapper. Depuis novembre 1946, il est en prison.

A l'expiration de cette nouvelle condamnation se reposera pour lui le principe de l'incorporation de force. Ainsi de suite. Jusqu'à 49 ans. Voilà, dans l'état de la législation actuelle, à quoi expose une attitude de résistance active mais non violente à la violence et à la tyrannie. C'est dire que pour ce faire il faut joindre à la force de l'esprit une force de caractère peu commune.

Nous n'avons jamais cessé de peindre au plus noir possible le tableau exact, hélas ! des maux qui accablent les objecteurs pour décourager les velléitaires. Car les conseillers ne sont pas les payeurs. Et nous avons la démagogie en horreur.

La loi, chère à Bénazet, n'avait jusqu'à présent qu'une dérogation : celle de l'incapacité physique. Aucune pour l'incapacité morale ou de vocation.

On ne mesure que les corps. Non les âmes ! Donc l'objecteur ne sera réformé que lorsque son état de santé aura été miné à point par de longues détentions successives. Quand il présentera une suffisante objection cardiaque, ou

(Suite page 2, col. 3.)

## Contre les atrocités d'Indochine boycott des armes

La « grande » presse s'est tout de même alarmée de la situation créée en Indochine par la France, ses banquiers, ses exploitants de caoutchouc et ses amoureux de gloire militaire. Elle a divulgué — après nous — le contenu de lettres envoyées par de jeunes recrues horrifiées au spectacle auquel elles assistent, de lettres d'officiers aussi qui voient se profiler en conclusion de cette exécutable guerre un nouveau Dunkerque.

L'Humanité, après avoir diffusé d'atroces et véridiques photographies, attaque le ministre « socialiste » des Colonies, Ramabou, sous le prétexte que des Allemands et des repris de justice français servent à la Légion étrangère. A ses dires, c'est eux, et eux seuls, qui seraient responsables des hécatombes, des crimes et des Oradours au Viet-Nam. Comme s'il n'y avait que des Allemands et des repris de justice français dans le corps expéditionnaire. Comme s'il n'y avait pas d'ex-jeunes communistes combattant là-bas, expédiés il y a un peu plus de deux ans par les Billoux, Thorez et Tillon, solidaires du Moutet déclencheur de répressions coloniales.

A la vérité, les Oradour ne sont pas le fait des seuls Allemands ou repris de justice français ; dès qu'un homme, voire une femme, revêt la défroque militaire, il cesse d'être un homme ou une femme pour devenir une machine à tuer. Au début de la guerre 39-45, nous avons vu des villages lorrains frontaliers mis à sac par les troupes « françaises », des villages allemands de la Wardt brûlés et pillés ; au cours des opérations de résistance, des crimes crapuleux s'accomplissent ; lors de l'occupation de l'Allemagne, en 1918 et aujourd'hui, des femmes violées et des innocents fusillés ou volés. Tout cela, sous le couvert de la civilisation en lutte contre la barbarie.

La guerre, continue au Viet-Nam. Elle s'exaspère même depuis la tournée d'inspection d'un général au nom prédestiné. On expédie des renforts, on râcle les fonds de tiroirs, on lève de nouveaux impôts pour payer les notes salées des fantoches féodaux aux ordres. On fait appel aux U.S.A. pour ne pas perdre définitivement la face...

Et nul, hormis quelques individualités et quelques groupes, ne proteste EFFECTIVEMENT. Il fut un temps où des grèves éclataient pour faire cesser les tueries coloniales. Il fut un temps où les organisations syndicales se refusaient à laisser fabriquer des engins de mort. Qu'attendent, aujourd'hui, les ouvriers pour « boycotter les envois d'armes au corps expéditionnaire et exiger son retrait », pour exiger la transformation des industries de guerre en industries de paix ? Vont-ils, comme en 1936 pour l'Espagne, participer au crime indochinois contre la liberté ?

Pour arrêter la guerre au Viet-Nam, point ne suffit de traiter avec Ho Chi Minh ou Bao Dai, il faut exiger le retrait du corps expéditionnaire. Le reste ne regarde que les Indochinois.



## FÉDÉRALISTES, est-ce cela que vous avez voulu ?

L'article de notre ami Fontaine, concernant « Principes du Fédéralisme » de Robert Aron et Alexandre Marc ayant suscité une importante correspondance, il nous a paru intéressant de publier cette semaine ces lignes d'un de nos sympathisants fédéralistes, con-

cluant à la nécessité du fédéralisme libertaire.

La ratification du traité d'union douanière entre la France et l'Italie n'est pas encore soumise à l'Assemblée Nationale que déjà les intérêts mis en cause révèlent leur hostilité à cet accord. Plus ou moins avouables, ils ont du moins pour effet d'attirer l'attention sur les difficultés que rencontrera la réalisation de

par AIMERY

L'Union Economique Européenne, alors que le nombre des participants et la diversité des intérêts seront encore accrus.

On est alors en droit de se demander si certaines transformations de la structure économique des Etats à unir n'étaient pas préalablement nécessaires ou, à tout le moins, ne seraient pas à réaliser simultanément avec l'unification.

Mais en dehors de cette question, qui peut paraître de pure doctrine, les fédéralistes de la première heure, lorsqu'ils voient le tour que prend la situation politique de l'Europe relativement à son unification, s'en posent une autre et celle-ci avec amertume.

Est-ce bien cela que nous avons voulu ?

(Suite page 2, col. 1.)

## LE "LIBERTAIRE" EST POURSUIVI !

Pour avoir défendu les mineurs, pour avoir protesté contre la condamnation de notre camarade Froget, le LIBERTAIRE est poursuivi, et son gérant passera en Correctionnelle le 15 juillet prochain.

Le LIBERTAIRE, journal indépendant de tout bloc, de tout parti, de tout gouvernement, ne périra pas.

Le mauvais coup échouera. Le LIBERTAIRE est poursuivi pour avoir défendu les mineurs ! A leur tour, les mineurs, les travailleurs de la fonction publique, les métallos, les cheminots, les intellectuels, le bâtiment et tous les hommes qui veulent rester libres

DÉFENDRONT LE "LIBERTAIRE"

Formez des comités de défense de VOTRE journal. Alerte l'opinion publique !

La bataille du LIBERTAIRE,

c'est la bataille de tous les travailleurs.

La semaine prochaine  
REVELATIONS  
SUR L'AFFAIRE SCAFFA

RETENEZ CETTE DATE  
10 JUILLET  
Voir page 4







# CULTURE ET RÉVOLUTION

## État et organisation sociale

**E**TAT et organisation sociale sont deux choses dont la confusion fréquente a provoqué, de la part de certains écrivains et théoriciens anarchistes — Proudhon, Jean Grave, Kropotkine, Malatesta, etc. — des mises au point qui, malheureusement, n'ont été ni assez retenues, ni assez répétées. Mais c'est chez Bakounine que nous trouvons la distinction essentielle la plus fondamentale, d'où découlent toutes les autres. Il convient de reproduire les lignes où elle est établie, et dont l'exacte compréhension est aussi nécessaire à de nombreux adversaires qu'à un certain nombre de défenseurs de l'anarchisme :

« En approfondissant le sens de ces mots : lois naturelles, nous trouverons qu'ils excluent d'une manière absolue l'idée et la possibilité même d'un créateur, d'un ordonnateur et d'un législateur, parce que l'idée d'un législateur exclut d'une manière tout aussi absolue celle de l'inhérence des lois aux choses ; et du moment qu'une loi n'est pas inhérente aux choses qu'elle gouverne, elle est nécessairement, par rapport à ces choses, une loi arbitraire, c'est-à-dire fondée non sur leur propre nature, mais sur la pensée et la volonté du législateur. Par conséquent, toutes les lois qui émanent d'un législateur, soit divin, soit humain, soit individuel, soit collectif, et fût-il même nommé par le suffrage universel, sont des lois despotiques, nécessairement étrangères aux hommes et aux choses qu'elles doivent diriger : ce ne sont pas des lois, mais des décrets auxquels on obéit, non par nécessité intérieure et par tendance naturelle, mais parce qu'on y est obligé par une force extérieure, soit divine, soit humaine, plutôt inconsciente que consciente, à laquelle l'hypocrisie humaine donne arbitrairement le nom de loi.

« Une loi n'est réellement une loi naturelle que lorsqu'elle est absolument inhérente aux choses qui la manifestent à notre esprit, leur propre nature plus ou moins déterminée et non la nature universelle et abstraite de je ne sais quelle substance divine ou d'une pensée absolue ; substance et pensée nécessairement extra-mondiales, surnaturelles et illogiques, parce que, si elles ne l'étaient pas, elles s'annéantiraient dans la réalité et dans la logique naturelle des choses.

« Il y a donc, pour Bakounine comme pour tout homme sensé, des lois naturelles, c'est-à-dire des « règles inéluctables », comme dit le dictionnaire, imposées par le déterminisme cosmique, qui échappent à notre influence ; c'est-à-dire, dans le domaine humain, les impositions de la vie — satisfaire ses besoins et se livrer à toutes les activités nécessaires pour y parvenir — ; c'est-à-dire, dans le domaine social, individuel et collectif, l'établissement d'un comportement volontaire, mais moralement, intellectuellement, sentimentalement et physiquement obligatoire, qui devient une nécessité biologique — dont les premiers actes sont le travail et le respect de la personnalité d'autrui, c'est-à-dire, enfin, une façon particulière de vivre, de s'organiser, de se conduire, qui se modifient selon que se modifient les goûts, les besoins et la morale des hommes.

Toutes ces lois sont « inhérentes à la nature des choses », en sont l'emanation directe, l'expression, la synthèse ou la conséquence obligatoire. Elles sont ce que Bakounine appelle, en se plaçant au point de vue social humain, des lois naturelles, comme les normes qui régissent la vie d'une colonie de castors, de fourmis ou d'abeilles, sont aussi des lois naturelles. Et tant que la société humaine vit, se développe, s'organise, produit, distribue, consomme, agit d'après ce qu'elle inspirent ou suggèrent, elle se comporte d'une façon à peu près semblable, souvent, absolument comparable à celle que réclament les libertaires.

Mais dès que les lois ne sont plus naturelles, c'est-à-dire l'expression des besoins et la simple orientation émanant de ces besoins et de la façon de les satisfaire, elles deviennent artificielles et fausses parce que, étant le résultat d'une organisation — dans ce cas, l'Etat — qui se situe au-dessus de la société, elles obéissent à la conception que l'Etat se fait de la société, qu'il tend à modeler plus selon sa nature et ses besoins que selon la nature et les besoins de la société même.

Telle est, essentiellement, la différence entre l'organisation de la société par elle-même, et l'organisation de la société par l'Etat.

On nous tient souvent ce raisonnement : il faudra bien, dans votre société, des hommes, des bureaux chargés de coordonner la production, de distribuer les matières premières, les produits de l'agriculture et ceux issus

de différentes industries, ou qui seront à la tête des services publics, comme la poste ou les chemins de fer. Ces hommes, ces organismes constitueront un ensemble d'individus qualifiés, un appareil technique et administratif d'autant plus grand que les activités de la société seront plus nombreuses et plus importantes. Eh bien, cet appareil, voilà ce que nous appelons l'Etat.

Cette confusion vient de ce qu'on ne comprend pas la nature véritable de l'Etat.

Le Conseil d'Administration d'une compagnie non étatisée de chemins de fer, de mines, de navigation, d'aviation que nous nomme une assemblée d'actionnaires et à laquelle il doit rendre des comptes, devant laquelle il est responsable et qui lui fixe les limites de ses attributions, est-il un Etat ? Non,

par Gaston LEVAL

car il fait partie de la nature même de l'organisation qui le nomme, il ne s'en sépare pas, il ne constitue pas un organisme à part, une superstructure qui s'impose à l'organisme qui l'a nommé. La commission directrice d'une société de secours mutuels ou de bienfaisance, d'une institution internationale comme la Croix-Rouge, constitue-t-elle un Etat ? Non, car elle aussi est inhérente à la nature de l'organisme qui la nomme, et au sein duquel elle existe.

La commission directrice d'une société sportive, d'une organisation culturelle, artistique ou scientifique, celle d'une coopérative, d'une fédération nationale de coopératives, celle de l'Alliance coopérative internationale, qui compte aujourd'hui 143 millions d'adhérents et dont les activités matérielles sont colossales, constitue-t-elle un Etat ? Encore une fois, non, car, dans tous ces cas, elle fait partie intégrante de l'organisme qu'elle dirige et dont elle ne se sépare pas.

Enfin, la commission directrice ou administrative d'un syndicat, d'une fédération syndicale, nationale ou internationale, constitue-t-elle un Etat ou quelque chose de comparable à un Etat ? Non, pour toutes les raisons que nous avons exposées dans les cas précédents.

Certes, dans tous ces cas, les organismes de direction, d'administration ou de coordination ainsi nommés ne sont pas, et ne seront jamais exempts de déviation autoritaire. Le goût de la domination est, lui aussi, inhérent à certaines natures humaines, et nous ne serons jamais assez en garde contre

ses méfaits. Mais il s'agit, quand il apparaît dans ces circonstances, d'une déviation, et non de l'exercice normal d'un principe établi. Et il sera toujours possible de réagir et d'éliminer ceux qui seraient tentés de vouloir agir autoritairement, car ils n'ont à leur disposition ni la possibilité de faire des lois, ni celle des les imposer par la police, la magistrature, l'armée, les camps de concentration et la privation absolue de travail et de pain.

Mais le gouvernement, tête de l'Etat, et l'Etat lui-même, sont tout autre chose. Ils constituent une excroissance multiforme qui fait partie de la société comme la plante parasitaire fait partie de l'arbre auquel elle s'est agrippée. Et le malheur est qu'elle peut s'étendre de façon illimitée et imposer sa volonté à l'arbre de vie qu'elle domine et qu'elle épuise en prétendant le servir.

Entre la conception libertaire de l'organisation sociale et la conception autoritaire, la différence est la même qu'entre les lois naturelles et celles dictées par le gouvernement et par l'Etat.

Nous sommes partisans de l'organisation naturelle, directe, et cela sur l'échelle petite ou grande que réclament les divers besoins sociaux. Nous n'ignorons pas que la complexité et la multiplication croissantes de ces besoins, aidées par le développement des moyens de transport, rendent les hommes solidaires à l'échelle planétaire, et que les problèmes économiques ne se présentent pas comme au moyen âge, ou seulement comme il y a cinquante ans. De plus en plus, l'organisation de la production, de la distribution, de la consommation, des transports, de l'hygiène, des services publics, des loisirs, déborde le cadre local et régional, devient un fait d'ordre national, international et mondial. De plus en plus elle implique une coopération, et par conséquent une organisation universelle. Que l'on s'efforce, selon la conception que l'on a de la vie, d'échapper à cette organisation quand elle devient trop impersonnelle, et de se dédier à des activités où l'homme peut développer et cultiver le plus possible sa personnalité, est une question à laquelle nous ne pouvons nous arrêter, car elle n'entre pas dans le but de cette étude.

L'important est que l'anarchisme ne repousse pas l'organisation en soi, qu'il ne soit pas la négation, mais l'affirmation d'une méthode et d'un principe de cohésion des activités, quelle qu'en soit l'échelle, imposée par la nécessité, et non par l'imagination capricieuse d'un théoricien.

## Education anarchiste

par Charles DEVANÇON

**L**ES anarchistes se sont toujours élevés contre la contrainte, les hiérarchies, une certaine discipline, la séparation des sexes, aussi bien que contre toute sujétion, dans quelque domaine que ce soit. A ce titre ils se sont élevés contre les systèmes d'éducation où il n'est question que de dressage : école laïques, confessionnelles, scoutisme, etc. Certains même se prononcèrent contre l'éducation par la famille, comme aussi vicieuse que les autres. Que proposent-ils ? Ils demandent tout simplement qu'au lieu de respecter des préjugés et des principes périmés qui ont fait leurs preuves défavorablement, on aille se renseigner sur la réalité, comme elle est définie par des études d'ordre scientifique.

Je signale que l'étude spécialisée ci-dessous est faite par un homme de science F. Contez, qui n'a probablement jamais entendu parler des principes anarchistes, qu'elle a été publiée dans « En France » une revue spécialisée de psychologie, pédagogie, neuro-psychiatrie et sociologie, dirigée par le professeur Henri Wallon du Collège de France et qu'elle est le tableau d'une école en pleine activité et réussite.

1. Origine de la maison d'enfant. — L'aggravation par la guerre, du sort des jeunes, détresse physiologique (avitaminose, rachitisme, énuirésie), déséquilibre psychique (par suite de ralles, bombardements, départs pour les S.T.O., inconnue au foyer et licence de la rue). D'une part, d'autre part, incompréhension et routine des établissements existants (commerciaux, gouvernementaux, charitables et autres). Tous soumis à une tradition défectueuse.

2. Le personnel. — Originaire des centres d'entraînement aux méthodes de pédagogie active. A la C.E.M.A., pas de discours, peu de théorie. Les stagiaires vivaient seulement quelque temps la même vie que les enfants et ceci quel que soit leur âge (équipes, dortoirs, mêmes gestes, mêmes activités, même horaire). On les amenait à passer de l'autre côté de la barricade. Les instructeurs encadraient le groupe comme les stagiaires auraient à le faire, leur enseignaient les techniques depuis « le balayage rationnel jusqu'aux jeux dramatiques en passant par l'hygiène des dortoirs et la conduite de « l'étude nature ».

3. Discipline. — On admet ordinairement qu'ordre = discipline = contrainte. « Nous avons été très longs à réaliser », dit M. Contez, « que l'enfant a naturellement le goût de l'organisation, qu'il peut apporter sa libre adhésion à une règle, qu'il sent la nécessité d'une discipline sociale. » « Ce n'est pas la possibilité du cahut qui nécessite le surveillant, fait naître le cahut. » La suggestion perpétuelle. Position insoutenable, et pour

l'enfant toujours à l'affût d'une rébellion libératrice et pour le maître, raidi dans son rôle de justicier. » « Nous avons besoin, pour notre travail d'éducation, que l'enfant sente sa liberté ».

4. Esprit de famille. — « Nous basant sur la tendance grégaire de l'enfant (tendance à l'association) nous avons employé le système des équipes. Qu'on ne pense à la création de pseudo-familles. Il serait trop long de s'étendre sur les conséquences extrêmement dangereuses de cette obsession de la famille, chez un grand nombre d'éducateurs. La famille est une cellule naturelle, peut-être dans notre société super-civilisée ne remplit-elle plus très bien son rôle ancestral, mais elle est le meilleur milieu éducatif, à condition d'être économiquement capable de poursuivre sa mission. » « On a trop affirmé que l'enfant avait besoin, pour son développement harmonieux, de l'affection que lui portait et qu'il porte à ses parents. Il resterait à démontrer qu'à partir de huit à dix ans les relations familiales, surtout le comportement des enfants vis-à-vis de ses parents est à base d'amour. Ce qui m'apparaît très douteux. »

5. Esprit scout. — « Notre équipe procède d'un esprit totalement différent de celui de la patrouille. La patrouille est un groupe hiérarchisé dont les membres sont liés par des obligations d'obéissance et de commandement. Les chefs y tiennent leur pouvoir d'une autorité extérieure. Le grade est réservé sans doute

**LES PAROLES S'ENVOLENT  
LES ÉCRITS RESTENT**  
LISEZ LA BROCHURE  
**LÉON JOUHAUX**  
Voici l'homme...

Comment la classe ouvrière française trahie, par son mentor, a été jetée dans la boucherie de 1914-1918.

Une page sombre d'histoire sur une trahison capitale.

Son prix de vente est fixée à 40 fr. Franco : 55 fr.

ADRESSEZ TOUTES LES COMMANDES A JOULIN R. C.C.P. 5561-76  
Par 15 brochures : 550  
Par 25 brochures : 900  
Par 50 brochures : 1.760  
Franco

Les précurseurs de l'internationale anarchiste

## 1872 : LE CONGRES DE SAINT-IMIER

**L**A proposition de tenir un Congrès international à Saint-Imier, le 15 septembre 1872, vint de l'initiative de la Fédération italienne. Il ne faut pas confondre la réunion qui fut tenue par la Fédération jurassienne avec le Congrès International convoqué dans cette même ville. On pourrait le faire aisément, puisque c'est quelques heures avant l'ouverture de la réunion internationale que se tint le Congrès jurassien de Saint-Imier. Invitées en hâte, toutes les sections de la Fédération jurassienne ne purent néanmoins être représentées ; de celles qui avaient répondu au Comité jurassien, seize délégués votèrent deux résolutions, après avoir entendu le rapport présenté par Adhémar Schwitzguel sur le Congrès de La Haye.

par Hem DAY

Il s'agissait, dans ces résolutions, de répudier la violation de l'autonomie des sections et des fédérations par un Congrès général quelconque de l'A.I.T. Le Congrès de la Fédération jurassienne ne reconnaissait pas les résolutions prises au Congrès de La Haye, lequel était sorti de ses attributions « purement administratives et non législatives ». Il entendait également récuser les pouvoirs autoritaires généraux et rejetait les résolutions comme : « injustes, inopportunes et en dehors des attributions du Conseil Général ».

Le Congrès jurassien de Saint-Imier décida de travailler immédiatement « à l'établissement d'un pacte fédératif et libre entre toutes les fédérations qui voudront y contribuer ». Il affirmait en plus « le grand principe de solidarité entre les travailleurs de tous les pays ». La seconde résolution concernait l'expulsion de Bakounine et de James Guillaume de l'A.I.T., expulsion obtenue par des procédés jésuitiques dont Marx avait le secret. Le Congrès jurassien protesta contre cette expulsion.

Quinze délégués représentant les fédérations jurassiennes, espagnoles, italiennes, les sections françaises et américaines firent les assises du Congrès International de Saint-Imier. La première intervention concerna le mode de vote. Un délégué jurassien proposa le vote par Fédération : une voix pour chaque Fédération représentée. Les délégués espagnols — selon leur mandat — proposaient que le vote de chaque délégué soit compté proportionnellement au nombre de camarades qu'il représentait. La question fut tranchée : on décide de choisir une voix par Fédération et Section représentées, avec résolution de mettre à l'étude, dans les diverses Fédérations, le mode de vote le plus pratique.

L'ORDRE DU JOUR définitivement adopté comportait quatre questions :

1. Attitude des Fédérations en présence des résolutions du Conseil de La Haye et du Conseil général.  
2. Pacte d'Amitié, de Solidarité et de Défense mutuelle entre les Fédérations libres.  
3. Nature de l'action politique du prolétariat.  
4. Organisation de la résistance du travail ; statistiques.  
Les Commissions désignées pour présenter un rapport sur ces quatre questions rédigèrent quatre résolutions qui, adoptées à l'unanimité, devaient devenir par l'avenir de l'Internationale d'une grande importance.

Voilà près de soixante-dix ans que furent publiées ces résolutions sous le titre : « Résolution du Congrès Anti-Autoritaire International », tenu à Saint-Imier le 15 septembre 1872, chez l'imprimeur G. Guillaume et Fils.

James Guillaume les reproduisit dans son ouvrage « L'Internationale » : documents et souvenirs (1864-1878) en quatre volumes. Mais la brochure, comme l'ouvrage, sont devenus introuvables et beaucoup de militants anarchistes n'ont pas eu l'occasion de les lire. C'est pourquoi il nous a paru utile, au moment où se précèdent de nouveaux efforts de reconstruction de l'Internationale Anarchiste, de mettre sous les yeux de nos résolutions afin qu'on puisse les méditer et s'en inspirer dans les actions à venir ou dans les résolutions à prendre. Relues et étudiées avec le recul du temps, elles peuvent servir d'indication, et le Mouvement Anarchiste se doit de tirer les enseignements que ces résolutions comportent. Dans leur rédaction laconique, elles synthétisent — pour l'époque — l'essentiel de la pensée libertaire et de l'action anti-autoritaire que doivent mener ceux qui se réclament du fédéralisme libertaire.

En se séparant, les délégués du Congrès émettent le vœu que se réunisse, « pas plus tard que dans six mois », un congrès international de toutes les fédérations et sections.

Hélas ! ce projet ne fut pas réalisé.

PREMIERE RESOLUTION

(Attitude des Fédérations réunies au Congrès de Saint-Imier en présence des résolutions du Congrès de La Haye et du Conseil général)

Considérant que l'autonomie et l'indépendance des fédérations et sections

ouvrières sont la première condition de l'émancipation des travailleurs.

Que tout pouvoir législatif et réglementaire accordé au Congrès serait une négation flagrante de cette autonomie et de cette liberté,

Considérant que le droit législatif de tous les Congrès soit général, soit régional, ne leur reconnaissant pas d'autre mission que celle de mettre en présence les aspirations, les besoins et idées du prolétariat des différentes localités ou pays afin que leur harmonisation et leur unification s'y opèrent autant que possible ; mais, dans aucun cas, la majorité d'un Congrès quelconque ne pourra imposer ses résolutions à la minorité.

Considérant, d'autre part, que l'institution d'un Conseil général dans l'Internationale est, par sa nature même et, fatalement, poussé à devenir une violation permanente de cette liberté qui doit être la base fondamentale de notre grande association ;

Considérant que les actes du Conseil général de Londres qui vient d'être dissous, pendant ces trois dernières années, sont la preuve vivante du vice inhérent de cette institution,

Que, pour augmenter sa puissance d'abord très minime, il a eu recours aux intrigues, aux mensonges, aux calomnies les plus infâmes pour tenter de salir tous ceux qui ont osé le combattre ;

Que, pour arriver à l'accomplissement final de ses vues, il a préparé de longue main le Congrès de La Haye, dont la majorité artificiellement organisée, n'a évidemment eu d'autre but que de faire triompher dans l'Internationale la domination d'un parti autoritaire, et que, pour atteindre ce but, elle n'a pas craint de bafouer toute décence et toute justice,

Qu'un tel Congrès ne peut pas être l'expression du prolétariat des pays qui s'y sont fait représenter ;

Le Congrès des délégués des fédérations espagnoles, italiennes, jurassiennes, américaines et françaises, réunis à Saint-Imier déclare repousser absolument toutes les résolutions du Congrès de La Haye ne reconnaissant en aucune façon les pouvoirs du nouveau Conseil Général nommé par lui, et, pour sauvegarder leur fédération respective contre les prétentions gouvernementales de ce Conseil Général, aussi bien que pour sauver et fortifier davantage l'unité de l'Internationale, les délégués ont jeté les bases d'un projet de pacte de solidarité entre ces fédérations.

(A suivre.)

LIRE ET S'INSTRUIRE

Cette semaine vous pourrez lire...

P. BESNARD : Le Fédéralisme libertaire .....	20 »
C. A. BONTEMPS : L'Esprit libertaire .....	10 »
BARBEDETTE : Pour la justice économique .....	20 »
T. L. : La Laïcité .....	22 »
PAUL GILLE : La grande métamorphose .....	180 »
S. FAURE : Mon communisme .....	290 »
P. BESNARD : L'Ethique du syndicalisme .....	105 »
P.J. PROUDHON : Lettres aux propriétaires .....	570 »
J. DUBOIN : L'économie distributive .....	90 »
J. BURNHAM : L'ère des organisateurs .....	330 »
M. YVON : Ce qu'est devenue la Révolution Russe .....	75 »
A. KOESTLER : Le zéro et l'infini .....	230 »
A. MARC : Avènement de la France ouvrière .....	240 »
I. METT : La Commune de Cronstadt .....	115 »
D. NAGUIB RIAD : Le bonheur intime .....	435 »
G. GIROUD : Cempuis .....	310 »
A. SERGENT : Je suivis ce mauvais garçon .....	140 »
J. ALBERNY : Les coupables .....	210 »
F. PLANCHE : Louise Michel .....	180 »
J. VALLES : L'Enfant .....	140 »
— Le Bachelier .....	140 »
— L'Insurgé .....	140 »
L. CAMPION : Le Petit Campion .....	115 »
HAN RYNER : La Tour des Peuples .....	310 »
HAECKEL : Histoire de la création .....	470 »
La Revue « Défense de l'Homme » .....	40 »
La Revue « Ce qu'il faut dire » .....	25 »

DEMANDEZ-NOUS NOTRE CATALOGUE LIBRAIRE  
(Envoi gratuit)

**LOUIS HOURTICO**

ENCYCLOPEDIE DES BEAUX-ARTS

Architecture — Sculpture — Peinture — Arts Décoratifs.  
Cet ouvrage comprend :  
Un dictionnaire des beaux-arts.  
Une histoire générale des arts.  
Un musée des beaux-arts.  
Il est illustré de 130 planches hors texte et de 1.600 gravures dans le texte.  
Deux volumes, Etat neuf, Franco : 5.600 fr.

Prière d'ajouter 40 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à J. JOULIN Robert, 145 quai de Volmy, Paris-X<sup>e</sup>, C.C.P. 5561-76.

### AVIS

AUX SECRETAIRES  
DE GROUPES  
ET COMMISSIONS  
DE JEUNES

Au sujet de la circulaire concernant les camps de vacances, ce sont seulement les dortoirs qui sont réservés aux moins de trente ans. Pour les campeurs, pas de limite d'âge.



# A BERLIN

## Les Cheminots ont été trahis

par ÉRIC ALBERT

Après avoir utilisé la grève des cheminots berlinois à des fins de pression politique, les Américains l'ont trahie et se sont entendus avec les Russes pour l'étouffer. C'est peut-être la première fois que ces deux antagonistes scellent un accord sans réserve et en toute loyauté, des travailleurs se chargeant d'en assurer les frais.

La sauvage et sanglante répression des Soviétiques dès les premiers jours du mouvement, son exploitation sournoise par les Américains et leur volte-face ultérieure, enfin le recul des Russes et l'accord des premiers et des seconds consacrant la soumission des cheminots à leur commune volonté d'exploitation, éclaire symboliquement la conjoncture mondiale.

Lorsque les lous s'entendent les moutons n'ont qu'à se bien tenir. Après cinq semaines d'une lutte magnifique et opiniâtre les cheminots berlinois reprennent le travail. Ligués contre eux, municipalité « démocratique » et soviétique, toutes les forces d'occupation, presse des deux bords et syndicalisme officiel, ils ont dû accepter les conditions imposées. Le coup de grâce a été porté par les très « libéraux » Américains qui ont donné l'ordre à Reuter, maire de Berlin occidental, de ne plus verser de secours de chômage aux grévistes. Accablés à la fois nos vaillants camarades sont obligés de se soumettre. Et l'on a vu les dirigeants de leur propre syndicat l'U.G.O., décréter la reprise du travail sans référendum, sans même consulter les délégués ouvriers ! Trahison partout, corruption partout.

Au terme de l'accord imposé, les cheminots berlinois vont être payés à 100 0/0 en marks Clay. Ils ne demandaient que 75 0/0. Mais cette victoire est sinistrement assombrée par les échecs suivants : Les Russes sont en fait les gagnants de la partie, car, ainsi qu'ils l'avaient proposé, ils ne payeront que 60 0/0 du salaire, le solde, 40 0/0, devant être réglé par les « Occidentaux ».

D'autre part ils maintiennent la non-reconnaissance de l'U.G.O. parce que anticommuniste, ce qui est peu grave au fond, mais aussi et surtout triomphant en obtenant des Américains la non-réintégration de 2.500 cheminots licenciés pour délit d'opinion.

Plus grave encore est le manque pour ainsi dire total de garanties sérieuses contre toute répression de la part des Soviétiques. Délibérément, leurs intérêts financiers étant en jeu, les Américains ont livré les cheminots, pieds et poings liés, aux Russes.

Cette grande grève, la plus longue depuis l'occupation de l'Allemagne, est lourde d'enseignements. Elle démontre tragiquement que le syndicalisme orienté vers l'un ou l'autre des impérialismes n'est qu'un piège mortel. Elle démontre aussi qu'une fraction de travailleurs isolés, sans soutien actif des autres corps de métier, ne peut se lancer sans danger dans un grand mouvement. Elle démontre que si la solidarité avait joué les cheminots berlinois auraient aisément imposé leur volonté, la grève générale étant une arme invincible. Elle démontre que les impérialismes ne considèrent le peuple, qu'il soit de Berlin ou d'ailleurs, qu'en tant que masse de manœuvre et le rejette, le trahit, l'exploite, le massacre même dès que la sauvegarde de leurs intérêts l'exigent.

## REVUE de la PRESSE syndicale

Si l'on peut dénoncer les fréquentes « contorsions » de la politique cégétiste, on ne peut certes pas faire ce reproche à Force Ouvrière où l'on est un tantinet conservateur.

Chaque semaine de la campagne de la baisse qu'amorçait il y a plus d'un an, la centrale réformiste aidée brièvement dans cette tâche par la C.F.T.C. au sein du Cartel de la Baisse.

Cette politique — qui n'a en soi rien d'original — est restée depuis traditionnelle dans le syndicat de Jouhaux (le compère Tessier ayant plaqué le cartel pour flirter avec Frachon).

Bouzanquet qui fut l'un des promoteurs de cette campagne, n'en continue pas moins à en être le plus acharné défenseur.

Sur le problème des salaires et des prix, notre Comité Confédéral National a confirmé la position de la C.G.T.-F.O., réaffirmant que le seul et véritable moyen de révaloriser la puissance d'achat des classes laborieuses consiste dans une baisse du coût de la vie.

Les faits, que chacun de nous peut désormais constater, viennent à l'appui de la thèse que depuis plus d'un an nous ne cessons de soutenir inlassablement.

La thèse soutenue par Bouzanquet s'est-elle confirmée dans les faits ? Est-ce à dire que la baisse des prix fut le résultat de l'action de F.O. ?

Les prophéties des socialistes s'avèrent-elles pertinentes ?

Où bien alors la baisse — réalisée dans certains secteurs seulement — ne s'est-elle opérée qu'à l'intervention dans l'économie et la distribution d'éléments étrangers au syndicalisme (concurrence étrangère — saturation de certains marchés — abondance saisonnière, etc.) que n'avaient pas prévu le Conseil économique et le Cartel de la Baisse.

A ce sujet, dans la même centrale, le syndicat national des Ingénieurs et Cadres de la métallurgie F.O. ne semble pas adopter d'emblée les « thèses » de Bouzanquet qui, lorsque, dans un article développant les solutions « pour sortir du marasme » il écrit :

En fait, les quelques baisses — compensées et au-delà dans d'autres secteurs — n'ont été obtenues qu'au moyen d'un mécanisme autoritaire hérité de l'occupation nazie : le blocage des salaires.

De toute façon, il est certain qu'une baisse des prix — même substantielle — ne constituerait en rien un moyen susceptible de débarrasser définitivement la classe ouvrière des exploitateurs de toutes sortes — patrons, ministres et fauconniers syndicaux.

L'anniversaire d'Oradour-sur-Glane devait fournir à tous les exploitateurs de charniers — à tous les revanchards verbeux — l'occasion de proférer une fois de plus des discours féroces contre le peuple allemand « ennemi irréductible et éternel ». Monmousseau, Cégétiste et partant communiste patriote (à l'occasion) dirigea mieux que ne le fit

Avant de partir en vacances, fournissez-vous en livres à la librairie du LIB. Pour le voyage. Pour vous distraire. Pour vous instruire.

REDACTION-ADMINISTRATION  
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy  
Paris-10<sup>e</sup> C.O.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.  
AUTRES PAYS  
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.  
Pour changement d'adresse, joindre  
20 francs et la dernière bande

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2<sup>e</sup>

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

Chez les Cheminots

## ALERTE AU FASCISME

Il s'agirait de savoir si les « cadres » de la S.N.C.F. ont des pouvoirs illimités et s'ils peuvent en toute quiétude faire régner leur dictature de la peur et de la force.

Evidemment les menaces et les sanctions de la pègre hiérarchique n'impressionnent pas les militants anarchistes et anarcho-syndicalistes. Mais la dictature de la force fait courber l'échine à beaucoup de camarades du rail. Certains n'osent plus bouger de peur des sanctions. Aussi nos « maîtres » s'en donnent-ils à cœur joie contre les militants révolutionnaires.

Dans l'Orne, un de nos camarades s'est vu refouler à la visite médicale de commissionnement sous prétexte que sa vue est défaillante. Notre camarade se fit visiter par plusieurs oculistes qui lui reconnurent une vue plus que parfaite. Ce qui n'empêche pas le service intéressé de faire un savant blocus contre ce camarade.

Un autre de nos compagnons s'est vu déplacé par mesure disciplinaire, sur décision du célèbre M. Ancelin, chef d'arrondissement de Saint-Lazare, parce qu'il avait distribué à la gare des Bati-gnolles des tracts contre la guerre. M. Ancelin n'est sans doute pas pacifiste. Il fait partie de la caste qui applaudit des deux mains lorsque les autres partent au casse-pipe.

A Trappes, M. Grimaud, chef du dépôt, est toujours sur la sellette pour ses menaces contre les responsables de la F.T.R.

Lemaire étant parti vers d'autres péripéties, le chef du Service de l'Exploitation de la Région Ouest, M. Soulard, des Charentes, couvre de son autorité suprême les petites saloperies de ses sous-ordres.

Ces messieurs se croient déjà revenus au bon temps du « vieux maréchal ». Ils vont même jusqu'à passer outre aux instructions du ministre des Travaux Publics si celles-ci ne sont pas en leur faveur.

On frappe sur le lampiste à tour de bras. On s'arrange pour que le travail ne puisse être effectué dans des conditions normales, et on tombe à bras raccourcis sur ceux qui travaillent.

Aujourd'hui apparaissent en plein jour les tentatives de la hiérarchie autoritaire et l'application des méthodes fascistes.

— suppression de la liberté d'expression ;

— sanctions administratives.

La preuve est administrée de la violation de la liberté individuelle. La preuve du complot contre les travailleurs révolutionnaires est patente.

La Liberté, cette liberté pour laquelle de nombreux camarades cheminots ont tout sacrifié pendant de longues années, est mise en cause.

Les cheminots ne peuvent manquer de s'émouvoir et de faire suivre à toute la hiérarchie, le chemin qu'a pris, bien à contre-cœur, l'ex-directeur général Lemaire.

Les cheminots doivent avoir confiance en eux-mêmes et faire en sorte que les chemins de fer leur appartiennent grâce à la gestion ouvrière des transports.

Raymond BEAULATON.

## Manceuvres de désunion et Unité

par J. BOUCHER

DE par leur organisation, les syndicats sont le lien de renouveau de tous les producteurs. Ils se doivent donc d'être à la pointe du combat pour l'expropriation et la mise en gestion dès que cette expropriation est accomplie. Or, présentement, le but des syndicats n'est pas la lutte expropriatrice — il s'en faut. Les organisations ouvrières prétendent préparer à la gestion avant de donner l'assaut final. En un mot, elles composent. Elles déclarent même ouvertement ne pas croire en l'efficacité de la masse mais en celle d'un « gouvernement démocratique » chargé de prendre toute la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Pour du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction des opérations. Par peur de se voir largement dépassée. Lorsque la F.O. ou la C.F.T.C. ou la C.G.T. s'attaquent à la répartition actuelle des richesses pour ne proposer qu'une révalorisation hiérarchique du pouvoir d'achat, c'est encore par peur du peuple. Elles s'acharnent à fractionner, à diviser, à renforcer l'inégalité. Elles préparent volontairement les chefs qui briment et les lendemains qui tuent.

Malgré les diviseurs professionnels ou inconscients, l'idée d'unité est en route dans la classe ouvrière.

Le courant à la base est tellement puissant que les « bureaux » s'en sont émus. Les ténors sont entrés dans la danse.

La C.G.T., en habile manœuvre, a levé un doigt mouillé pour sentir d'où venait le vent. Après avoir traité les militants de base de

F.O. de tous les noms slaves connus, la voilà tendant la main « aux broils égarées ». Unité ! Unité ! à tout prix. Et, comme le parti communiste est dans l'opposition, en

DANS LES P. T. T.

## LES FACÉTIES d'un receveur

On ne saurait passer sous silence les incidents provoqués par le receveur de Paris XVIII<sup>e</sup> le jour de la grève du 15 juin qui en la circonstance faisait office de concierge et de flic. Ce monsieur passa son temps à provoquer le personnel, à le menacer plus ou moins directement.

Ces provocations ont été traitées par les facteurs de Paris XVIII<sup>e</sup> comme il convenait, c'est-à-dire par le mépris. Bien entendu, la peur aidant, une petite minorité d'agents du service général et cadres ont cru devoir faire les jaunes.

Quelques positions ont été assurées aux guichets, mais on peut dire que notre mouvement, malgré le « Concierge » a été réuni dans la proportion de 90 % ; c'est une cinquième réplique à ces pauvres syndicalistes tremblotants et baveux.

Messieurs les contrôleurs, contrôleurs principaux, et autres chefs hiérarchiques, les employés de Paris XVIII<sup>e</sup> qui ont lutté pour l'amélioration de leur condition désastreuse de vie, vous remerciant comme il se doit de votre solidarité. Les facteurs de Paris XVIII<sup>e</sup> connaissent maintenant ceux qui se font les serviteurs de leurs ennemis de classe. Ils sauront désormais que le retard n'est pas toujours sanctionné, puisque l'on assista le 15 juin à des prises de service à 9 h. 30. Seulement là, pas de 532, mais un souvenir et parfois la poignée de main du « Concierge ».

La lutte continue et l'horizon s'éclaircit pour les prolétaires qui, malgré le jeûnisme, le mensonge et la haine de l'Etat Patron, triompheront, car l'émancipation sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

LE FACTEUR.

## GRANDE FÊTE CHAMPÊTRE DU LIBERTAIRE

LE 10 JUILLET A ACHÈRES

Tous nos amis se retrouveront à la fête d'été du « LIB » organisée par le Comité de soutien de notre journal

CAMPING - BAL - BUVETTE - ATTRACTIONS

Nous donnerons tous les détails dans notre prochain numéro

# La dernière chance du syndicalisme

L'article de notre camarade Carré (se-crétaire d'une des plus importantes Unions régionales de la C.N.T.) que nous publions ci-dessous peut paraître contradictoire avec ce que nous exposons ces derniers temps dans le « Libéraire ». Cependant s'il diffère dans son appréciation sur l'avenir du syndicalisme, ses conclusions rejoignent les nôtres.

DE temps à autre, certains augures du syndicalisme posent cette question : « Le syndicalisme est-il condamné à rentrer dans l'ombre ? Cette force est-elle encore capable d'impulser la classe ouvrière ? »

Avant de répondre à ces questions, il serait peut-être bon de situer une fois de plus le climat social actuel. On peut dire, sans crainte de se tromper, que le prolétariat est complètement désabusé et inerte devant les problèmes qui se posent à lui. Il a perdu confiance à la fois dans ses « dirigeants » et aussi dans lui-même. Trompé, dupé par les cartés, pendant la clandestinité et depuis la fameuse « Libération », il n'a même plus la force de réagir et subit les événements sans trop réagir. Ce ne sont pas les quelques mouvements sporadiques limités à la fois dans le temps et dans l'espace qui peuvent prouver le contraire. Les grèves politisées ont fini de le réduire à l'impuissance.

Est-ce que pour cela le syndicalisme doit être porté en terre, conduit au cimetière à la fois par les politiciens, les syndicaux professionnels et aussi qu'on s'en défend par certains « puritains » du syndicalisme ? Non ! Il y a mieux à faire, d'abord regrouper tous

les syndicalistes dignes de ce nom ; ils sont nombreux, éparpillés dans toutes les centrales, C.G.T., F.O., Autonomes et C.N.T.

Ensuite se mettre d'accord sur les

par CARRÉ

principes qui doivent impressionner le mouvement, fédéralisme, représentation des minorités à tous les échelons, non-cumul des mandats politiques et syndicaux, lutte contre le patronat et l'Etat, préparation à la grève gestionnaire, etc. La crise économique, qui lentement s'insinue dans ce pays et dans le monde, n'a peut-être pas le caractère de brutalité des autres crises, mais il semble bien qu'elle va s'étaler en profondeur et pour une durée naturelle, indéterminée, en attendant le prochain casse-pipe. Que feront les chômeurs ? C'est bien simple, ils réaliseront l'unité d'action, prélude d'une nouvelle unité syndicale, qui, si les syndicalistes sincères n'y prennent garde, les conduira tout naturellement sous la houlette stalinisée de Frachon et consorts ou celle de Rome (C.F.T.C.).

L'Etat va se trouver, d'ailleurs demain devant des difficultés accrues. Qui va solder les dépenses d'Indochine, les pensions alimentaires de nos « chers généraux » de division ? Qui va nourrir la bureaucratie étatique ?

Les commerçants s'agitent car le percepteur vient trop souvent par « anticipation » à la comptée. Si leur mouvement prend de l'envergure, et comme ils sont des électeurs « influents », on reviendra tondre un peu plus le prolo s'il

est comme à l'heure actuelle de bonne composition.

L'unité syndicaliste peut et doit se réaliser, il n'y a pas besoin d'inventer de nouvelles formules ; les nécessités

par CARRÉ

nous conduiront inévitablement à la lutte de classe, si nous voulons réagir sainement.

Le syndicalisme des Griffuelhes et des Pelloutier est toujours jeune, toujours neuf. Que faut-il faire ? S'en servir !

L'U.C.E.S. écrit dans sa déclaration qu'elle ne s'oppose pas en principe à aucun parti, aucune secte, etc., puis qu'elle ne les concurrence pas. Mais elle doit combattre les tentatives faites en vue de paralyser l'action revendicative et gestionnaire des travailleurs d'où qu'ils viennent.

Vieille formule, précaution oratoire inutile, nous pensons qu'il faut au contraire marcher allègrement sur le ventre des partis, de tous les partis, quels qu'ils soient.

Quels sont les postulats susceptibles d'intéresser la classe ouvrière ?

L'échelle mobile, la parité salaires et prix, l'abolition du travail aux pièces, suppression des zones de salaires, la Paix et enfin pour faire triompher ces revendications, la grève gestionnaire en commençant par les services publics, postes, transports, hôpitaux, etc.

Ce sont les pouvoirs publics qui eux-mêmes nous donneront l'occasion d'agir, on peut leur faire confiance sur ce point... !

Quelles sont les difficultés qui pour-

raient surgir entre militants ? L'appartenance à une fédération internationale ?

La F.S.M. est morte, tout le monde le sait. Il reste notre vieille A.I.T. toujours jeune malgré ses ans. Cette question ne devrait pas être un obstacle à l'unité, l'adhésion pourrait être facultative.

La rélegation des vieux pontifes syndicaux ? Elle s'impose si l'on veut faire du solide.

Les Jouhaux, Racamond sont au Conseil économique, laissez-les crever d'indigestion.

Le changement périodique des responsables ? Cela va de soi, si vraiment on veut œuvrer sur un plan syndicaliste.

Alors que reste-t-il ? Rien ! Le vent d'unité souffle ? Nous l'avons en poupe — le Cartel d'unité d'action syndicaliste est créé, il peut être l'embryon du renouveau syndicaliste.

Militants ! le voulez-vous ? Si oui, nous pouvons rattraper le temps perdu. Laissons à la mesquinerie, les petites querelles et une nouvelle fois ce pays sera à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire.

Des lois ! On sait ce qu'elles sont et ce qu'elles valent. Toiles d'araignées pour les puissants et les riches, chaînes qu'aucun acier ne saurait rompre pour les petits et les pauvres, filets de pêche entre les mains du gouvernement.

PROUDHON.

avant la démagogie. A plein tube. D'où confusion extrême, grande brassée des malheureux syndiqués pas encore très ferrés en manœuvres et maquignonnages. La C.F.T.C. tombe dans le panneau. Certains syndicats se rapprochent de la flamme, telle la Fédération du Livre. D'autres s'y brûlent, tel le syndicat des Contributions indirectes jusqu'à l'autonomie et qui vient de rallier la rue La Fayette. Résultat : renforcement évident de la C.G.T. qui se traduit par un plus fort pourcentage des votants pour la C.G.T. dans les usines de la région parisienne par comparaison avec 1948.

La F.O., après avoir interdit toute compromission et voyant que ses rangs s'éclaircissaient, que ses cotisations n'obéissaient aucunement aux ordres venus d'en haut, ferme aujourd'hui les yeux, lève les bras au ciel et se contente de demander l'exclusion des responsables n'ayant pas suivi les consignes. Fébrilement, à son tour, elle cherche à rassembler — ne serait-ce que pour compenser le lâchage de son partenaire, la C.F.T.C. Pratiquement elle a absorbé les Amis de la Révolution prolétarienne. Monatte en tête, Louzon en queue, qui ne jurent plus que par le Pacte Atlantique et le « parti américain ». Mais Révolution prolétarienne est un oiseau alors qu'il faudrait un bœuf pour revigorer la malade. Elle savonne donc la tête de ses responsables partisans de l'unité d'action — quand elle le peut. Lorsqu'elle ne le peut pas elle accepte... « l'action coordonnée ». O langue française ! Cela ne suffisait pas encore, elle tente de refaire l'opération que la C.G.T. a faite sur elle en prenant pour cobaye les Autonomes. Premier temps : la C.G.T. ayant mordu sur F.O. en « exploitant » une faille existant entre militants et dirigeants, la F.O. essaie de mordre sur les Autonomes en travaillant leurs syndicats à tour de rôle. Et ceci est possible puisque la Fédération nationale des Syndicats autonomes (F.N.S.A.) ne groupe pas tous les syndicats autonomes et que, de plus la F.N.S.A. n'est pas une centrale syndicale comme les autres, hiérarchisées et centralisées. Deuxième temps :

« On » fait risette à la Fédération de l'Education nationale, autonome aussi mais non rattachée à la F.N.S.A. Avec ce que cela comporte de génuflexions, avances, bassesses et manœuvres souterraines. Toutes ces coucheresses d'états-majors sont peu prolifiques. Et heureusement car les malheureux qui en supportent les frais sont toujours les mêmes : les cotisants, les ouvriers, les sams-grades. Ce n'est pas cela l'unité. C'est même loin de cela. Celle-ci doit se faire — et nous ne le répéterons jamais assez — non autour d'hommes mais autour d'un programme d'action, progressif, révolutionnaire. Elle doit se faire à la base. Sans tenir compte des avis des « guides éclairés ». Contre leurs avis même. Contre leurs ordres. Le « chapeau » F.O. ne peut empêcher ses syndiqués de marcher avec ceux de Frachon ou de Tessier lorsqu'il s'agit d'arracher quelque avantage aux patrons ou à l'Etat. Et les Frachon, Bouzanquet et Tessier, partisans acharnés du renforcement de la hiérarchie, sont bien obligés de s'incliner lorsque les militants de base partent en bagarre pour une prime unique, uniforme pour tous — ayant donc pour résultat l'écrasement de la hiérarchie. Quitte, bien entendu, à torpiller leur mouvement ou à en atténuer les effets par la suite.

Le vrai problème de l'unité syndicale se pose en dehors des politiciens du mouvement syndical. Elle ne doit pas être sentimentale, cette unité, ni basée sur de « fausses » revendications. Elle doit être réaliste, dure, limitée au programme sur lequel il y a eu accord unanime. Le Cartel national d'Unité d'Action Syndicaliste l'a voulu ainsi et c'est ce qui fait sa force. C'est aussi ce qui lui crée beaucoup d'ennemis. D'abord les grandes centrales, malgré leur silence. Ensuite tous ceux qui gravitent autour de ces grandes centrales. Voté, de F.O., ne nous l'a pas envoyé dire. Monatte non plus. Mais les militants, eux, ont réagi autrement. De plus en plus le Cartel intéresse, attire, pénètre. Autour de lui, autour de son programme minimum d'action, il rassemble ceux qui croient encore que le soleil peut luire pour tous et que la liberté n'est pas un vain mot. C'est l'essentiel.

J. BOUCHER.

Le n° 1 du « Bulletin Intérieur du Cartel d'Unité d'Action Syndicaliste » est épuisé. Le n° 2 paraîtra aux environs du 14 juillet. Abonnement : 10 numéros, 225 francs ; le n° 25 fr. C.C.P. Sidoli 7148-52 Paris.